

LE JOUR, 1946
12 DECEMBRE 1946

POUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

De quelque manière que soit composé notre nouveau gouvernement et quelles que soient les dimensions du sourire officiel ou des préoccupations de ses membres, les principes qui sont la raison d'être de ce pays et les problèmes libanais fondamentaux, resteront ce qu'ils sont ; les hommes et leurs mœurs aussi.

Il nous faudra toujours préconiser une politique d'équilibre, d'union et de paix, une administration dégourdie, honnête et économe, la nécessité de recourir plus fréquemment au technicien et au contrôleur et de faire tenir par des mains fermes les forces essentielles de l'Etat.

Tous les programmes, toutes les doléances et tous les vœux tourneront autour de ces choses connues. Autant en parler tout de suite et anticiper sur ce qui vient.

Si l'évolution politique proprement dite du Liban est une affaire naturellement et nécessairement lente, si en raison d'une structure historique, d'un dosage congénital, il n'est pas possible de brûler, sur ce plan, les étapes, il en va autrement des choses de l'administration.

Il ne faut pas être sorcier pour que la machine administrative fonctionne mieux, pour que l'argent de l'Etat ne soit pas gaspillé, pour que les jours fériés ne deviennent pas plus nombreux encore, pour qu'une consultation électorale ne soit pas une imposture, pour que les citoyens trouvent auprès des fonctionnaires, une oreille attentive, pour que la faveur et l'intrigue ne fassent pas systématiquement violence aux lois.

Le Liban est un pays qui appelle plus que jamais chez ceux qui le gouvernent le désintéressement et la vigilance. Si le nouveau gouvernement annonce à ce pays qu'il se montrera vigilant et désintéressé, cela peut lui tenir lieu de programme. Pour la compétence, il ne peut la donner (et toute la Chambre avec lui) que s'il la possède et seulement dans cette mesure. **Cela impose à un nouveau gouvernement comme aux anciens, d'une façon absolument décisive pour tout ce qui est technique, le recours au technicien.** Notre siècle, les enfants le savent, est celui de la science et de la technicité. Il ne souffre plus l'improvisation et l'a peu près.

Quand aux forces dites « organisées » de l'Etat, dans la mesure où leurs chefs ne sont pas des chefs, il est clair qu'elles se désorganisent et qu'elles se dissolvent. Il ne devrait être permis à aucun Libanais sous l'uniforme d'être un personnage d'opérette, ou un épouvantail à moineaux. Si la faveur pénétrait davantage dans la gendarmerie et dans la police par exemple, alors il n'aurait plus d'ordre et de sécurité dans l'Etat.

Enfin, comme c'est un débat sur les questions économiques qui a servi de pelure d'orange pour décider le gouvernement d'hier à s'en aller, rappelons que ces questions économiques sont techniques autant et plus que tout le reste et que ce ne sont pas les discussions byzantines et les affirmations agressives qui résoudront les difficultés.

En matière économique, le gouvernement a un premier devoir, c'est d'avoir de l'esprit d'initiative et de se montrer juste et ferme. Le reste, c'est-à-dire tout ce qui résulte des lignes générales d'une politique, concerne manifestement l'homme spécialisé, le technicien.

Tout le problème est dans cette position d'ensemble ; tout ce qui fait que les ministres s'en vont ou reviennent.

Voyons venir ce qui vient.